



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chasse

Question écrite n° 17089

Texte de la question

M. Didier Quentin appelle l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur le problème récurrent de la fermeture de la chasse au gibier d'eau. En effet, le Conseil d'État a annulé, dans un jugement du 7 novembre 2012, l'arrêté signé en février 2012, autorisant la chasse des oies cendrées, rieuses et des moissons, jusqu'au 10 février dans le cadre d'une dérogation scientifique. Le Conseil d'État se retranche derrière l'article 7 de la directive européenne dite « Oiseaux » (2009/147/EC) qui stipule que « les États membres doivent veiller à ce que les espèces migratrices ne soient pas chassées ni pendant leur période de reproduction, ni pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification ». D'autres outils juridiques européens existent (accord AEWA, convention de Berne), mais ils ne semblent pas être pris en compte. Or les chasseurs de gibier d'eau ne comprennent pas cette position, car ils estiment que la mise en œuvre d'un bon protocole scientifique aurait permis de chasser les oies et les canards, en février. Ils dénoncent également le « massacre » de plusieurs dizaines de milliers d'oiseaux (oies et canards siffleurs) qui se poursuit aux Pays-Bas. Il convient aussi de souligner que l'Union européenne verse quelques 16 millions d'euros par an aux agriculteurs, au titre des dégâts indemnisés. De plus, la seule population d'oies est estimée à plus de 800 000 oiseaux en Europe. Enfin, ils rappellent que le prélèvement en France, pour la saison 2009-2010 de ces trois espèces d'oies (cendrées, rieuses et moissons) est inférieur à 8 500 individus. Aussi, les chasseurs de gibier d'eau sont-ils prêts à engager une concertation avec votre département ministériel, pour mettre en place différentes pratiques de la chasse aux oies et aux canards, en février. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'elle entend prendre, pour maintenir la chasse au gibier d'eau, jusqu'au 10 février.

Texte de la réponse

Pris en application des dispositions de la directive « oiseaux » transposée en droit français, notamment par l'article L. 424-2 du code de l'environnement relatif au temps de chasse, l'arrêt du Conseil d'État en date du 23 décembre 2011 enjoint au ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement de fixer une date de clôture de la chasse aux oies cendrées, aux oies rieuses et aux oies des moissons qui ne soit pas postérieure au 31 janvier. Un arrêté ministériel en date du 12 janvier 2012 et publié au Journal officiel le 31 janvier 2012, modifie l'arrêté du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse des oiseaux de passage et au gibier d'eau pour tenir compte de cette injonction. La ministre en charge de l'écologie avait autorisé par arrêté en date du 3 février 2012 des prélèvements d'oies à des fins scientifiques jusqu'au 10 février 2012 dans 13 départements. Cet arrêté du 3 février 2012 autorisant le prélèvement d'oies à des fins scientifiques a fait l'objet d'une requête de l'Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS) demandant son annulation. Par décision en date du 7 novembre 2012 le Conseil d'État a annulé l'arrêté considérant que « pour la mise en œuvre de cette dérogation, l'article L. 424-2 du code de l'environnement a prévu que des dérogations aux règles résultant des dates de clôture de chasse pourront être accordées pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées et de manière sélective, la capture, la détention ou toute autre exploitation judicieuse de certains oiseaux migrateurs terrestres et aquatiques en petites quantités, conformément aux dispositions de l'article L. 425-1 ». Or, selon le Conseil d'État, « il ressort des pièces du

dossier que les prélèvements aux fins d'études scientifiques autorisés par l'arrêté attaqué ne s'inscrivent dans aucun programme de recherche, et notamment pas dans le programme d'amélioration des connaissances sur l'oie cendrée en France lancé en 2010 et coordonné par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) » et qu'« il ne ressort pas des pièces du dossier qu'il n'existerait pas d'autre solution satisfaisante que des prélèvements par tir pour améliorer les connaissances sur l'origine et les déplacements migratoires des diverses espèces d'oies en cause ». Ainsi, toujours selon le Conseil d'État, « le ministre chargé de la chasse a fait une inexacte application de l'article L. 424-2 du code de l'environnement en autorisant, par l'arrêté attaqué, les prélèvements contestés en l'absence de tout intérêt scientifique ». L'analyse effectuée par le Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse (GEOC) a révélé que les oies concernées par cet arrêté ne correspondaient pas à la population d'oies présentes en Hollande, qui sont principalement des oies sédentaires. Un programme d'étude est en cours reposant sur un protocole scientifique réalisé par l'ONCFS et validé par le GEOC le 19 mai 2011. Un point d'avancement de ce programme a été réalisé au 15 novembre 2012. Il met en évidence notamment des changements majeurs au sein de l'aire de répartition de la population des oies cendrées, dont l'Espagne représente désormais la limite sud de son aire d'hivernage. En particulier, la migration pré-nuptiale est de plus en plus précoce avec une arrivée de plus en plus tôt sur les sites de reproduction nordiques. Ainsi, les vols de retour commencent effectivement au cours de la troisième décennie de janvier. Compte tenu de la décision récente du Conseil d'État et des premiers résultats du programme de recherche de l'ONCFS, la date de fermeture de la chasse des oies est maintenue au 31 janvier sans possibilité d'une autorisation en 2013 de prélèvements d'oies à des fins scientifiques pour quelques jours en février.

Données clés

Auteur : [M. Didier Quentin](#)

Circonscription : Charente-Maritime (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 17089

Rubrique : Chasse et pêche

Ministère interrogé : Écologie, développement durable et énergie

Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 février 2013](#), page 1201

Réponse publiée au JO le : [23 avril 2013](#), page 4453